

## ÉDITO

### **Croissance, décroissance, démocratie : vers une trilogie génératrice de développement durable**

Par Benoît Lambert



Depuis quelques mois la presse dite alternative, et même les médias plus conventionnels, ont fait découvrir à un public jeune et redécouvrir aux plus âgés un débat qui, loin des certitudes politiciennes, anime la critique du développement depuis trois décennies : la croissance économique est-elle viable et est-elle à l'infini souhaitable ? Depuis le célèbre rapport au Club de Rome en 1972, Halte à la croissance ? (en anglais *The Limits to Growth* sans interrogation), le débat fait rage : le mode de vie occidental, qui mène très certainement le monde à une catastrophe environnementale, peut-il s'adapter pour respecter les contraintes écologiques dictées par la machine biogéochimique de la Biosphère – un métabolisme complexe à l'origine de flux énergétiques et de courants océaniques sur lesquels l'humanité n'a pratiquement aucune maîtrise ?

En d'autres termes : tout en restant très critique sur ses fins, peut-on maintenir le bien-être matériel occidental, et l'exporter, sans dérégler la planète ? Devant des risques de plus en plus évidents, certains appellent de leurs vœux une décroissance économique. Parmi leurs arguments, outre les menaces sur la Biosphère et son fragile équilibre, ils invoquent un décrochage, visible et perceptible, entre croissance économique et bien-être de la personne. Ce décrochage est illustré par la « géographie de nulle part » des villes américaines, ces voies tristes bordées de centres commerciaux flanqués de parkings à perte de vue, ces villes sans âme le long des autoroutes. Il est également perceptible par des emplois répétitifs et outrageusement pauvres de sens, qui font trop souvent du travailleur un automate sans le moindre sentiment d'appartenance à l'activité qui le fait vivre.

Or, bien que ses protagonistes partent d'une bonne intention, parler de décroissance dans un monde où la pauvreté extrême persiste provoque encore bien des froncements de sourcils. Nos sociétés – toutes

candidates au développement durable – doivent impérativement entreprendre un virage vers des économies durables s'appuyant sur les (très nombreuses) énergies renouvelables, sur l'écologie industrielle (mise en boucle, dématérialisation, décarbonisation), et sur le partage d'objets de qualité à l'accès facilité (car-sharing, boat-sharing, chalet-sharing) – s'ils sont fortement menacés par la mondialisation, nous excluons de cette généralisation les Peuples Autochtones pré-industriels, dont le mode de vie est souvent déjà viable à long terme, mais pas nécessairement intégralement reproductible. Bien que la répétition des erreurs commises par l'Occident doivent être évitées par les pays du Sud, du haut de leur vélo (mais passablement souvent aussi, de leurs avions...), les animateurs du débat sur le développement ne peuvent « simplement » sommer la communauté des nations de prendre la voie de la décroissance économique.

En réalité la société civile est bien placée pour animer le débat sur la croissance et sur la décroissance. Il apparaît de plus en plus évident, par exemple, que la mobilité motorisée fait partie de ces hypertélies économiques néfastes aux habitants des villes : l'hypermobilité motorisée a fini par tuer la mobilité (par les congestions, le désaménagement urbain, le bruit). Un rééquilibrage vers une écomobilité, source d'une décroissance des flux physiques, s'impose. Or cette décroissance du nombre de voitures en ville produit une nouvelle croissance : celle des transports publics, de l'automobilité à vélo, ou de quartiers sans voitures plus animés. Ce transfert des priorités économiques vers des développements moins néfastes pour l'environnement naturel et construit, voire régénérateurs (planter des arbres et des fleurs est aussi une activité économique), est au cœur de la dynamique (économique, sociale, intellectuelle et politique) de ce qui est appelé le « développement durable ».

Autre exemple : dans le domaine de la production d'électricité par le vent, une croissance de la production se traduit par un « débit » très faible à la comptabilité physique nationale ou internationale – du fer, du ciment, deux mètres carrés au sol, un peu de pétrole pour la fabrication des pâles avec des matériaux composites, etc. Contrairement aux centrales thermiques au gaz ou au charbon qui doivent sans arrêt être alimentées, les aérogénérateurs ne consomment aucun carburant pour produire de l'électricité. Leur fonctionnement est également exempt de la consommation et de la gestion de produits radioactifs. Leur construction et leur démantèlement ne consomme que 4% de l'énergie produite sur 25 ans. Ce type de technologie permet donc de limiter

considérablement la dégradation des matières premières, et cela, tout en produisant de l'électricité à un prix constamment en baisse (aujourd'hui à 0.04 EUR du kWh contre 0.40 EUR il y a vingt ans). Le prix très instable du gaz naturel ne permet aucunement d'assurer cette tendance. Dans le cas du papier, rappelons que s'il est recyclé, sa fabrication nécessitera vingt fois moins d'arbres, cent fois moins d'eau, et trois fois moins d'énergie.

Le débat entre croissance et décroissance, et pour une « politique technologique entropique », c'est-à-dire discriminatoire en fonction de l'entropie produite par une technologie et par chaque activité économique (l'entropie réfère à la dégradation d'une valeur d'usage pour l'humanité, celle des hydrocarbures une fois consommés par exemple), demande que les moyens d'animer ce débat, fascinant mais parfois complexe, soient renforcés. Sixième langue de traduction du magazine World Watch, « L'Etat de la planète » tente de participer de cette information exigeante, pour l'heure rare, et trop peu relayée par la grande presse. Comme le disait jadis le directeur du journal français « Le Monde Diplomatique », M. Claude Julien : « Il n'y a qu'un remède à la démocratie malade, plus de démocratie ! ». Or qui dit démocratie, dit débat contradictoire, animé, vivant, multiple, indépendant des intérêts de l'argent.

**Benoît Lambert**, rédacteur en chef